

# Pendant un an, le français a dominé le Parlement nidowien

**Nidau** La conseillère de ville Pauline Pauli a cédé, il y a quelques jours, son siège de présidente du Législatif. La libérale-radicala a tenu sa promesse de ne s'exprimer que dans sa langue maternelle.

**Julie Gaudio**

Nidau a connu en 2023 une petite révolution. Pour la première fois de son histoire, les séances de son Conseil de ville ont en effet été systématiquement présidées en français. Si Pauline Pauli (PRR) n'est pas la première Romande à assumer une telle fonction, elle est en revanche la seule à avoir parlé uniquement dans sa langue maternelle. «Une fois, j'ai dû dire quelque chose en allemand, mais je ne voulais pas», sourit-elle, à l'heure du bilan.

Le Parlement de la commune du bord du lac se compose de 30 membres, élus tous les quatre ans. Il se réunit quatre à cinq fois par année et sa présidente, ou son président, est élu durant toute une année civile. Pauline Pauli a ainsi officiellement cédé sa place le 31 décembre 2023, mais a présidé sa dernière séance le 16 novembre dernier. «Le temps passe très vite, du fait de ces quatre rendez-vous», assure-t-elle. «J'ai beaucoup aimé ce rôle, notamment l'aspect organisationnel, qui m'a permis de réellement comprendre le fonctionnement du Conseil de ville.»

En tant que première citoyenne de Nidau, Pauline Pauli a également été amenée à se rapprocher des habitantes et habitants. «J'ai vraiment apprécié, car c'est le cœur de la politique», estime-t-elle. «J'ai par exemple rencontré les jeunes de 18 ans lors de la cérémonie qui leur est consacrée.»

**Plus de 20% de francophones**

En ayant imposé la langue de Molière, l'élue PRR espère susciter des vocations chez d'autres Romandes et Romands. D'au-

tant que, lors de sa première séance, la dessinatrice nidowienne francophone Caro a été distinguée pour son engagement culturel. «Cette nomination donne une autre dimension à notre minorité linguistique», salue Pauline Pauli.

Nidau compte en effet près d'un quart de francophones pour un total de 7000 habitants environ. «Au Parlement, nous ne sommes que deux et le Conseil municipal n'en compte aucun», précise Pauline Pauli. Elle ne confie cependant pas encore si elle se lancera dans cette course lors des prochaines élections de 2025.

**De plus en plus vite**

Bien qu'elle se batte pour que l'Administration municipale prenne davantage en compte les Romands et Romandes, l'élue PRR ne revendique pas un bilinguisme à la biennoise. «Nidau reste une commune germanophone. Je ne vois, par exemple, aucune raison de traduire les documents du Conseil de ville en français. En revanche, j'estime que le site internet de la commune devrait être disponible dans les deux langues», appuie-t-elle.

En attendant, Pauline Pauli se félicite pour la bienveillance qui règne au Parlement. «Je n'ai reçu aucun reproche concernant le fait que je m'exprimais uniquement en français. Certains élus ont même fait l'effort, à la tribune, de me dire «Bonjour madame la présidente» dans ma langue», se souvient-elle.

Dans les rangs de l'UDC, on abonde en son sens. «Personnellement, j'ai toujours réussi à suivre les séances et je n'ai pas entendu de plaintes de per-

sonnes qui n'avaient pas compris», relève Leander Gabathuler, le président du groupe parlementaire. «Quand on se prépare correctement, la langue n'est pas un sujet, d'autant que les documents sont toujours en allemand. On sent d'ailleurs que Pauline Pauli maîtrise ses dossiers et ses séances étaient toujours parfaitement organisées.»

Président du groupe PS, Luzius Peter loue également cette qualité organisationnelle. En revanche, il a constaté que la présidente parlait de plus en plus vite à mesure que l'année avançait. «Pour ma part, je n'ai jamais eu aucun problème pour la comprendre. Mais j'ai entendu des critiques affirmant que, durant les dernières séances, elle faisait moins l'effort, comme au début, de parler plus lentement. Certains ont ainsi eu parfois du mal à la suivre, ne maîtrisant pas complètement le vocabulaire politique français: scrutin, vote, etc.» relate-t-il.

Pas de quoi décourager le parti à renoncer à encourager les personnes issues de la minorité linguistique à s'engager davantage. «Il est assez difficile de trouver des gens motivés, de manière générale, à se lancer en politique. Le bilinguisme n'est ainsi pas le critère numéro 1. Le français n'est en tout cas pas un motif d'exclusion, bien au contraire», glisse Luzius Peter.

Le président du groupe PS souligne enfin que, lors de la prochaine séance du Conseil de ville de Nidau, agendée pour mars prochain, une Romande rejoindra leurs rangs. Catherine Ruef remplacera en effet Daniel Weibel, parti à la retraite. Avec Pauline Pauli et Paolo Induni (Les Verts), ils seront ainsi trois francophones au sein du Parlement.



Pauline Pauli siège au Conseil de ville de Nidau depuis sept ans et au Grand Conseil bernois depuis juin 2022.

Raphael Schaefer

## Boycott ou dialogue? Le choix cornélien des programmeurs de films

**Affaire Depardieu** Pour Edna Epelbaum, directrice des cinémas de la région, le choix de la RTS de déprogrammer des films avec l'acteur français ne doit pas être banalisé.

**Diana Da Costa**

C'est une décision qui ne fait pas l'unanimité. La semaine dernière, la RTS a retiré de sa programmation des films avec Gérard Depardieu. Un choix qui fait suite aux révélations de «Complément d'enquête». Le magazine télévisé français a épinglé le comportement de l'acteur envers les femmes. L'acteur est par ailleurs mis en examen pour viols.

Sur les réseaux sociaux, la position de la RTS a été verbalement dénoncée d'une part, mais saluée de l'autre. Nous avons demandé l'avis d'Edna



Plusieurs chaînes de télévision ont fait le choix de rayer l'acteur Gérard Depardieu de leur programmation. Keystone EPA/Guillaume Horcajuelo

Epelbaum sur la question. «C'est un sujet qu'il ne faut pas banaliser, appuie la directrice de Cinevital, Cinepel et Cinemont. Mais à mon avis, il aurait plutôt fallu réfléchir à la manière de débattre sur ce sujet au lieu de bannir tout un film pour un seul acteur.»

**Les cinés au bout de la chaîne**

Pour la cheffe des programmations, il faut empoigner le problème à sa racine. «Ne faut-il pas commencer par protéger les femmes sur les plateaux de tournage?», questionne-t-elle. Depuis le mouvement #metoo, la parole s'est large-

ment libérée autour des conditions de travail sur les plateaux de tournage. Dès lors, beaucoup de questions se posent sur la responsabilité qu'ont les plateformes publiques dans la diffusion des films avec des acteurs controversés.

Les cinémas aussi peuvent être confrontés au choix cornélien de projeter ou non un film dont l'acteur ou l'actrice est au cœur d'accusations. Edna Epelbaum rappelle néanmoins que les exploitants de salles obscures sont les derniers acteurs de la chaîne de distribution amenés à prendre une telle décision, et qu'ils ont en ce sens une

part de responsabilité dans la diffusion d'œuvres cinématographiques. «Il arrive que des distributeurs suisses achètent les droits d'un film controversé», précise-t-elle. «A ce moment-là, c'est à nous de décider de diffuser le film ou non.»

Il est arrivé que les cinémas de Suisse romande décident collectivement de ne pas projeter un film. C'était le cas de «Cor-sage» (2022), dont l'acteur incarnant l'empereur François-Joseph dans ce biopic de Sissi a été condamné à Vienne à deux ans de prison avec sursis pour possession et production de matériel pédopornographique.